

Rapport moral 2015

En 2005, des usagers de l'eau s'organisent pour la première fois. L'histoire de notre association a commencé là, dans le Vallespir. La gestion de l'eau et l'assainissement est déplorable. Nous pensions convaincre nos élus d'en parler ensemble. Nos élus feront tout pour éviter le débat.

Plus tard, en 2011, nous serons invités à participer aux **simulacres** de démocratie avec la tenue de débats-publics pour un projet déjà acté, Aqua Domitia.

La même année, nous découvrirons la mise en œuvre du SPANC, le ton autoritaire employé dès le début dans la mise en application de la loi sur l'eau phagocytée par le privé voyant dans les 13 millions de Français un nouveau filon commercial. Là encore le débat n'aura pas lieu. Nous serons évincés de la commission consultative.

Les raisons d'agir ne manquent pas avec la dilapidation de l'argent public dans des projets que seul l'argent au bénéfice de clans justifie : le centre d'interprétation de l'eau du Boulou, le projet de golf repris par la communauté de communes de Céret.

Ces deux dernières années, nous avons vu se multiplier les coupures d'eau et autres réductions de débit exercées par les entreprises privées. **Ce sont des coupures d'eau effectuées au mépris de la loi et de familles touchées par la précarité économique. Ce sont des usagers en détresse qui se retrouvent sans interlocuteur élu ou délégataire privé. Même les services sociaux se sont tournés vers nous en désespoir de cause.**

Toutes ces années ont été marquées par une situation socio-économique en constante dégradation, une démocratie locale pervertie, gangrenée par le clientélisme et des entreprises privées qui ont le beau jeu, avec un pouvoir politique assujéti et des usagers captifs qui paient le prix de cette servitude.

Trop souvent les élus ont considéré notre action, du fait de son indépendance, comme un problème, quel gâchis ! Lorsque l'action publique associe les citoyens aux affaires de la cité, elle est gagnante sur tous les plans. La perception de la vie politique locale s'en trouve transformée, dynamisée.

Nous sommes aux antipodes de cette perspective. Même les élus sympathisants de notre association n'osent afficher cette opinion.

Cet état des choses nous affecte, c'est évident, mais affecte et conditionne l'ensemble de la société. Hannah Arendt, pour traduire cet état des choses, parle de « *désolation sociale* »

C'est ainsi qu'au fil des années s'est installé un sentiment de fatalité qui ne laisse dans les têtes place à aucune issue.

Nous vivons en ce moment dans un contexte socio-économique et politique qui a de bonnes raisons de nous inquiéter, en sachant que le pire n'est jamais certain.

Cette situation historique nous impose de nous interroger sur la manière dont nous vivons, sur notre capacité à agir pour changer d'horizon. Ce qui est prépondérant c'est ce que

nous faisons par rapport à ce que nous pensons.

.Nous ne reviendrons jamais dans les conditions économiques antérieures à 2008.

Une autre époque se dessine.

Prenons la mesure de cette situation.

Ce contexte appelle à penser et agir collectivement.

La force des choses nous y conduit.

Mais en même temps il nous faut être lucides, nos associations sont fragiles et reposent sur trop peu de volonté collective. Tout comme la majorité de nos concitoyens, nous vivons en état de recroquevillement sur ce qui reste de la famille et sur des amitiés qui fonctionnent en vase clos. Nous survivons.

« *il faut aimer le monde* » nous dit encore Hannah Arendt. Il faut retrouver le désir d'aller au devant des autres. Le monde est un monde commun, un espace public, un espace de liberté. C'est cette conscience là que nous devons retrouver.

En quoi demain pourrait-il être désirable si nous, acteurs associatifs, ne sommes pas capables d'être l'expression aujourd'hui d'un changement attendu ? Nous sommes obligés de faire du neuf, d'engager cette transition, cette rupture, cette radicalité.

Cherchons les bonnes raisons qui nous motiveront davantage à agir sur le cours de nos vies.

Nos associations doivent répondre aux attentes de leurs membres. En construisant des réponses concrètes mises en œuvre par les membres de nos associations, nous construirons de l'espérance sociale. Nos compatriotes aspireront à accéder à ces alternatives dans la mesure où celles-ci représenteront du mieux vivre.

Je rappellerai comme exemple, l'histoire du Café de France de Céret. En 1927, les ouvriers sandaliers créaient ce café coopératif pour se retrouver en famille, avec les amis, les compagnons de travail. Un espace de liberté qui leur appartenait et qui fut le ferment d'autres initiatives. Ne sommes-nous pas capables de créer des outils à même de répondre à nos aspirations ? Dans quels contextes se sont créés les mouvements mutualistes, coopératifs en France ?

Les chantiers-écoles que nous mettons en place pour la construction de toilettes sèches et un assainissement écologique des eaux usées sont certes une bien modeste initiative mais qui va dans ce sens. C'est une réponse pertinente à l'application de la loi sur l'eau et une réponse en terme de solution économe de moyens, pérenne, appropriable par tous.

On ne peut se satisfaire de combats uniquement défensifs, il faut proposer du constructif, du positif, du concret. Le défensif peut très vite être contre-productif, voir réactionnaire.

Je soulignais tout à l'heure la fragilité de nos associations. Je vous invitais à prendre la mesure de la situation, du moment historique dans lequel nous sommes. Tout cela nous conduit à comprendre que nous ne pouvons plus agir isolément les uns vis à vis des autres.

De nombreuses associations agissent pour la défense et la construction des communs : eau, santé, alimentation, nature, air, culture, services publics, etc.

Le bien commun ne se décrète pas.

Tout commun est nécessairement le fruit d'un processus de luttes des citoyens directement partie prenante qui élaborent ensemble des règles sociales permettant de partager et de contrôler l'usage de ce commun. Nous avons ici, sous les yeux, l'exemple extraordinaire d'un commun qui a traversé les siècles en ayant su s'adapter aux évolutions sociétales, je fais référence aux canaux d'arrosage.

On mesure bien tout l'intérêt qu'il y a à réunir ces combats des communs, faire se conjuguer les travaux singuliers de chacun : eau et santé, eau et nature, eau et alimentation, eau et biodiversité, biodiversité et santé, air et nature, etc.

L'ensemble des communs réunis crée brusquement du sens en donnant corps à un paradigme qui ouvre des perspectives, qui ouvre l'horizon.

Le temps est venu.

Le contexte politique et social s'y prête.

Les associations de citoyens engagées sur les communs ont aujourd'hui nécessité de se retrouver dans un mouvement de convergence. Il ne s'agira pas de construire une forme de pouvoir supra. Cette alliance devra ressembler davantage à un creuset, un espace de rencontre et de réflexion qui évidemment ne devra empiéter en rien sur l'indépendance, l'autonomie de chacun.

Il ne s'agit pas d'une alliance de circonstance mais d'une alliance pour penser, construire une perspective politique concrète au sens premier du terme.

Cette orientation de l'association, je l'ai soumise aux membres sortants du conseil d'administration. Elle a retenu l'intérêt de tous. Je la soumetts à l'assemblée ici présente, le débat est ouvert. J'ai eu l'occasion d'exposer dans ses grands traits cette perspective à Prades et à Céret auprès de membres d'associations.

Dans un monde où progressivement tout a été marchandisé, le commun constitue la nouvelle raison politique d'un nombre croissant de citoyens.

Notre engagement de citoyen ouvre des chemins de liberté nouveaux et ces chemins nous enseignent que l'histoire n'est jamais écrite.

Dominique Bonnard

le 13 février 2016